

Texte action
Congrès académique de Lille
15 et 16 mars 2012

A quelques semaines des élections présidentielles et législatives, la crise économique sert toujours de prétexte pour justifier les effets d'une politique libérale calamiteuse : hausse du chômage, paupérisation généralisée, mise en péril des services publics par le maintien de la RGPP et du dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur 2,

Effets qui seront sans aucun doute aggravés par l'adoption du Mécanisme Européen de Stabilité qui s'est faite en France par voie parlementaire (le président candidat qui vient de découvrir des vertus au référendum préfère sans doute le réserver à des consultations sur des sujets plus populistes ...); le MES affiche une « solidarité financière » en fait réservée aux États ratifiant un nouveau traité (« TSCG ») qui impose la règle absurde de l'équilibre budgétaire (donc de l'austérité). Ce nouveau carcan libéral européen est dans la droite ligne des précédents traités, déjà condamnés par le SNES et la FSU.

Depuis quelques jours, la campagne politique évolue au gré des surenchères verbales des candidats. Dans l'EN, le second degré est particulièrement montré du doigt : il porte l'essentiel des suppressions de postes, il (surtout le collège) est rendu responsable de tous les maux, de l'échec scolaire; et, dernière attaque en règle, le président candidat s'en prend aux enseignants des collèges et lycées, qui « à part quelques dévoués », se contentent de leurs 18 h de présence dans les établissements, ce qui ~~entraînerait~~ justifierait de facto l'imposition d'une augmentation de 44 % du temps de présence (3 h de cours + 5 h de soutien, ...) « compensée » par une augmentation salariale de 25 %, les enseignants de collège devenant également polyvalents, etc ... Bref, alors que nous avons obtenu en 2007 l'abrogation des décrets de Robien qui remettaient en cause nos statuts (suppression de l'heure de chaire et imposition de la bivalence), un second mandat UMP se traduirait par la disparition des décrets de 1950, voire de la Fonction Publique d'Etat. Le congrès analyse tout à fait différemment les raisons de l'échec scolaire, amplifié en grande partie par la politique actuelle :

- explosion des effectifs par classe,
- réformes visant à diminuer le nombre d'heures de cours, à supprimer la voie technologique et même professionnelle, à instaurer une école à plusieurs vitesses,
- suppressions de postes et de moyens dans l'Education Nationale (y compris pour les fonds sociaux), etc ...

Le congrès condamne donc les propositions avancées par N.Sarkozy et reste vigilant quant aux propositions des autres candidats dont certaines doivent évoluer. Il demande que le SNES continue à œuvrer auprès de l'ensemble des candidats et des partis pour peser sur les programmes, afin d'aboutir à ce que de plus en plus d'entre eux se prononcent pour le maintien et l'amélioration des décrets de 1950 et contre les réformes et dispositifs dévastateurs qui menacent le métier et l'EN : Eclair, socle commun et livret de compétence, réforme Chatel du lycée, réforme de la formation des maîtres, réforme de l'évaluation etc.

Les mauvais coups s'enchaînent aussi, le gouvernement essayant de profiter des derniers jours de la session parlementaire pour passer en force sur les dossiers qui nous ont mobilisés (cf passage en force des décrets évaluation au CTM du 8 mars), quitte à improviser des dispositifs qui sont, dans l'EN, contraires à nos statuts (*cf le mouvement national ECLAIR à recrutement effectué par les chefs d'établissement, ces mêmes chefs pouvant ensuite choisir quel enseignant verra son poste supprimé en cas de baisse de la DGH. Les postes proposés pourront être obtenus hors mouvement, hors barème et hors contrôle paritaire, par des fonctionnaires de n'importe quelle fonction publique, titularisés sur poste, sans avoir à passer un concours*).

Le congrès académique fait le constat des difficultés à mobiliser cette année, alors que les suppressions de postes passaient pour la première fois la barre symbolique des 1000 dans l'académie.

La proximité des élections a sans doute joué un rôle, mais il faut prendre en compte aussi :

- le fait que l'académie subit des centaines de suppressions de postes de façon continue depuis 1998,
- l'absence de victoires syndicales autres que ponctuelles et locales,
- la tentation pour les établissements en conséquence, de se replier vers des actions locales,
- la difficulté à trouver un front syndical unitaire, y compris au sein de la FSU, réduisant les plateformes revendicatives au plus petit dénominateur commun, voire compromettant les actions lancées par le SNES, comme le 31 janvier dernier.

Il faut donc redonner confiance aux personnels, confiance dans l'exercice de leurs métiers et dans le syndicalisme. Le congrès se prononce pour que le SNES-FSU dresse un cahier des charges à destination du nouveau président en cas d'alternance politique (à laquelle le congrès aspire en appelant à faire échec au candidat Sarkozy), ce cahier des charges comportant des mesures d'urgence peu coûteuses, symboliques, mais fondamentales, qui doivent être prises dans les semaines qui suivent l'élection pour que les effets se traduisent dès la rentrée 2012 :

- retour à un stage 4 – 6 h pour les stagiaires, ce qui sous-entend un « dégel » des postes bloqués pour eux
- la suppression du dispositif ECLAIR
- la suppression du projet de décrets sur l'évaluation
- l'abandon du livret de compétences
- le rétablissement du statut des étudiants surveillants
- le retour à des grilles horaires nationales et des statuts (ce qui implique dans l'académie la fin de la majoration des services pour les dédoublements instaurée depuis la rentrée 2011)

– le renouvellement immédiat des recteurs, sans leur fournir de 2ème carrière

Certaines organisations semblent vouloir jouer la montre d'ici mai 2012 pour justifier leur attentisme en matière d'action : ne nous laissons pas leurrer, si changement il doit y avoir, ce sera sous la pression continue de nos mobilisations; continuons à informer, soutenir, lutter pour inverser la vapeur !